L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI, 15 DECEMBRE 1892.

PETITES ANNONCES

A VENDRE.

A VENDRE—Cric tressé pour matelas et fabrique de tapisserie à bas prix au No 477 rue St Claude entre Union et Français. 15 déc—7f

A VENDRE.—Voyage et résidence No 2026 Royale coin Dauphine, par A. Bernard. 3 in Carondelet. 11 déc—1 sem

DEMANDES.

ON demande des jeunes filles et des jeunes garcons. Travail régulier et léger. Bons gages. S'adresser aux Magasins Cash Mills, coin Ca'liope et Constance. 20 nov 1 5p

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Bertrand Marce et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,874.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Louis A. Perrau, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
15 déc—15 30 24 Greffier.

Succession de Louis Prieur.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 36,150—Division C.—Attendu que Henry L. Prantz a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Louis Prieur, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
15 déc—15 30 24 Greffier.

Succession de Walter Dunstan.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 36,923. Division E —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Louis Uhrich, Jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
15 déc—15 30 24 Greffier.

Succession de Louis Requevert.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,553.—Division D. — Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Mme Blanche Bartne, exécutrice testamentaire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
15 déc—15 30 24

Succession de Francis P. Walsh.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,483—Division D. —Attendu que Mme Sarah A. Collins, veuve survivante de Francis P. Walsh, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis P. Walsh, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10déc—10 14 18 Greffier.

Succession de veuve E. P. Soutte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 21,253—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Louis A. Perrau, exécuteur testamentaire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
9 déc—9 14 18 Greffier.

Succession de John Johnson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 37,455—Division E.—Attendu que John D. Vinet, administrateur public a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir de lui des lettres d'administration dans la succession de feu John Johnson, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

A. V. FLOTTE,
6 déc—8 13 17 Greffier.

Succession de Timothy Moran.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 36,707—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Louis Uhrich, Jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
7 déc—7 10 16 Greffier.

Succession de Veuve A. Trauman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 36,704—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Louis Uhrich, Jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
7 déc—7 10 16 Greffier.

Succession de Mme Elizabeth Willis.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,447—Division A.—Attendu que Mme Elizabeth Willis a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Elizabeth Willis, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
13 déc—13 17 23

Succession de Patrick Kane.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—Division B.—No 37,432 —Attendu que Mary Kane, née Brennan, femme de Patrick Kane, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Patrick Kane, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
6déc—6 10 15 Greffier.

Succession de Charles Smith.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,483—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Henry Uhrich et W. E. Conner, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

A. V. FLOTTE,
13 déc—13 17 23 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Ordonné que le 11me jour de novembre 1892, jugement a été rendu en cette cause dans l'affaire ci-dessus intitulée et dans le numéro et rôle ci-dessus mentionné à savoir :

Mme Henriette Bétre, femme d'Alphonse Marx vs Alphonse Marx, son mari.—No 36,232.

Sur la motion de W. O. Hart, avocat de la demanderesse, qui a produit dûment preuve à l'appui de la pétition de la demanderesse, la loi et les témoignages étant en faveur de cette dernière.

Il est ordonné, jugé et décidé que le jugement par défaut enregistré dans cette affaire le 12 septembre 1892, soit maintenant confirmé et rendu final ; et que cette demanderesse ait jugement en faveur de la demanderesse Mme Henriette Bétre, épouse d'Alphonse Marx, et contre le défendeur Alphonse Marx, déboutant une séparation de biens entre la demanderesse et le défendeur, et qu'elle soit autorisée à faire des affaires comme femme publique, en son propre nom et à son propre profit. Le Juge ordonne aussi leur dépens.

Jugé et prononcé le 11 novembre 1892.

Jugement signé le 17 novembre 1892.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS Juge.

Par fiat de quoi je délivre ce jugement et le cause de notice Court, en ville de la Nouvelle-Orléans, en 17e jour de novembre de l'an de Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze.

H. MESSONNIER, Député-Greffier.
23 nov—

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente temporaire par le Shérif Civil à la Bénnerie Algiers.

William A. Jordan vs Algiers Brewing Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans — No 35,169 — Division C —Il sera vendu par le Shérif Civil de cette Paroisse, le Samedi 17 décembre 1892, à 12 heures M., à la Bénnerie Algiers, une Brasserie, avec toutes les machines, chaudières, bâtisses, glacière, etc., etc., ensemble avec tous les droits, noms, marques de commerce, etc., etc., appartenant à la dite Brasserie, comme propriété de la Compagnie défenderesse en cette cause.

Conditions—Comptant.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
8 déc—8 15 22 29—3 sem

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif de marchandises sèches, articles de fantaisie, etc.

D. Brunner & Cie vs David Levy.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,440—En vertu d'un ordre de vente daté le 7 décembre 1892, à moi adressé par la Cour Civile de District de cette paroisse, le procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le Lundi, 26 décembre 1892, à 10:30 heures, A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local No 319 rue Decatur.

Le contenu du dit local consistant de marchandises sèches, habillements mâles, articles de fantaisie, etc., ainsi bien que les immeubles.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
13 déc—13 16 20 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur améliorée dans le 8ième District.

Marcha Homestead Society vs. Vincent Mikelly.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la paroisse d'Orléans. — No 37,270.— En vertu d'un ordre de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le MERCREDI, 11 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain morceau de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droite, passages, privilèges, servitudes et appartenances y particulièrement et spécialement quelque sorte en font partie, situé dans le sixième district de cette ville, dans le carré d'Ilet portant le numéro municipal 397 et borné par les rues Soniat, Colisée, Roberts et Chestnut, ledit morceau de terre commence à une distance de soixante-quatre pieds de celle dite rue Soniat et Chestnut, et mesure soixante-quatre pieds de face à icelle Soniat, sur cent quarante pieds de profondeur entre lignes parallèles, mesure anglaise. Le dit morceau de terre se compose du terrain ci-dessus No 3, du terrain numéro No 4 et de la moitié de terrain No 18.

Acquis par le défendeur par achat de la demanderesse, ainsi qu'il appert d'un acte passé pardevant M. T. Devron, notaire, en date de 19 mars 1887, (titre enregistré au bureau des transferts, livre 124, folio 621.)

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif civil de la paroisse d'Orléans.
8 déc—8 15 22 29—mar—5 11

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée du septième district.

F. Fischer, Sr., vs Henry Kreutel.

COUR CIVILLE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,290.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Exana Sd-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, le MERCREDI, 11 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre et toutes les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Septième District de la Nouvelle-Orléans, dans le carré borné par les rues Roman, Galvez, Valmalda, Levée et Jefferson mesurant vingt-sept pieds neuf pouces de façade rue Barthe, trente-quatre pieds neuf pouces trois lignes de large à la Levée, et s'étendant de la rue Levée à la rue Barthe, sur toute la longueur, selon le plan de Wm H. Williams, voyer, le 19 août 1861, et ledit terrain se compose de la plus grande partie du terrain No 3, ainsi mesurant dix pieds neuf pouces cinq lignes et dix pieds neuf pouces dans la partie postérieure.

Aussi—240 acres de terres marécageuses situées dans la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, étant situé sud-est quart de la section 31, Township Un, North Range Seven East, avec toutes les améliorations qui s'y trouvent situés dans le District de la ville de la Nouvelle-Orléans, carré numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, Bourbonne et Cléopâtre, mesurant soixante pieds de façade rue Madia et sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur et étant la partie de terrain étant une portion de la propriété acquise par Kemstel de R. M. J. Reaton et Frances Maltz selon un acte passé le 17 février 1872, pardevant J. Liebel, notaire.

Saisi dans l'affaire ci dessus

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
8 déc—8 15 22 29—janv 4 11

ANNONCE JUDICIAIRE.

Succession exceptionnelle d'acheteur des rudiments de Noel—des cadeaux de fêtes.

Vente attenante, par le Shérif Civil, du contenu du stock qui se trouvent sur les lieux,

Nos 704 et 706 rue Magazine,

Se composant d'un vaste assortiment de jouets, poupées, jeux de table, voitures d'enfants, Miroirs, Glaces, étagères, albums, livres, vitrines, nécessaires, articles de fantaisie, articles de toilette, brosses et cadres à portraits, images pendantes, etc., etc., etc.,

Aussi, fabrique, lavabos, service de table et à thé, pipes et tabac, Articles Réfrigérateurs, Faïences, Sacs

Un coffre-fort en fer, valeur-libre, et un nombre d'autres articles convenables comme cadeaux.

Le tout des marchandises nouvelles.

Dans l'affaire de George W. Howard vs. ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 37,050 — En vertu d'un ordre de vente daté du 2 décembre 1892, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, LUNDI, 19 décembre 1892, à 10 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Sur les lieux Nos 794 et 796 rue Magazine.

Le contenu des dits lieux—selon un Inventaire en liasse.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
3 déc—3 7 12 15

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans. —No 37,479 — Division E — Lebarron vs ses créanciers — Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Frederick Lebarron soit et est par le présent acceptée par la cour et les créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant M. Gernon, Req., notaire, en son bureau No 151 rue Common, en cette ville, le LUNDI, 2 janvier 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient lui être soumises.

Et il est ordonné que tous procès judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendus.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,448—Division E.—Lewis Wurmberg vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Lewis Wurmberg soit et est par le présent acceptée par la cour et bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant M. Gernon, Req., notaire, en son bureau No 151 rue Common, en cette ville, le MERCREDI, 21me jour de Décembre 1892, à 11 heures A. M., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892.

[Signé] GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
7 déc—7f en 21 déc

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du district pour la paroisse d'Orléans—Division E—Succession de Jules Lemann—Ordre de Cour—Le petition ci-dessus prise en considération.—Il est ordonné que les réunion des créanciers du dit Jules Lemann, après avis légal et édital, soit convoquée, et cause pardevant Henry L. Garland, Jr., notaire public, et sous serment, No 12 Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 4 janvier 1893, à 11 heures A. M., pour déposition de preuve, et pour s'enquérir de la validité de leurs réclamations, et que tous procès judiciaires contre la succession soient suspendus.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,441—Division E—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry Eisenring soit et est par le présent acceptée par la cour et les créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart, notaire, en son bureau No 12 rue Carondelet, en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, dans le but de délibérer sur une affaire du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que David Labadie, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892.

(Signé) M. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
11 déc—4f en 10 jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans—No 37,267—Division E—Henry Eisenring vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry Eisenring soit et est par le présent acceptée par la cour et les créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Ernest Conrad, notaire public, en son bureau, No 1152 rue Magazine, au coin de cette ville, LUNDI, 2me jour de janvier 1893, à 11 heures A. M., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,448—Division E—Lewis Wurmberg vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Lewis Wurmberg soit et est par le présent acceptée par la cour et bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Samuel Flower, notaire, en son bureau No 41 rue Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 21me jour de Décembre 1892 à 11 heures A. M., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892

[Signé] GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
7 déc—3f en 21 déc

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du district pour la paroisse d'Orléans—Division E—Succession de Jules Lemann—Ordre de Cour—Le petition ci-dessus prise en considération.—Il est ordonné que la réunion des créanciers du dit Jules Lemann, après avis légal et édital, soit convoquée, et cause pardevant Henry L. Garland, Jr., notaire public, et sous serment, No 12 Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 4 janvier 1893, à 11 heures A. M., pour déposition de preuve, et pour s'enquérir de la validité de leurs réclamations, et que tous procès judiciaires contre la succession soient suspendus.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,483—Division D.—Succession de Mme Sarah A. Collins, veuve survivante de Francis P. Walsh, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis P. Walsh, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10déc—10 14 18 Greffier.

Succession de Francis P. Walsh.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,483—Division D. —Attendu que Mme Sarah A. Collins, veuve survivante de Francis P. Walsh, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis P. Walsh, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10déc—10 14 18 Greffier.

Succession de veuve E. P. Soutte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 21,253—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Louis A. Perrau, exécuteur testamentaire de cette succession ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
9 déc—9 14 18 Greffier.

Succession de John Johnson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 37,455—Division E.—Attendu que John D. Vinet, administrateur public a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir de lui des lettres d'administration dans la succession de feu John Johnson, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

A. V. FLOTTE,
6 déc—8 13 17 Greffier.

Succession de Timothy Moran.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 36,707—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Louis Uhrich, Jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
7 déc—7 10 16 Greffier.

Succession de Veuve A. Trauman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 36,704—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Louis Uhrich, Jr., administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
7 déc—7 10 16 Greffier.

Succession de Mme Elizabeth Willis.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,447—Division A.—Attendu que Mme Elizabeth Willis a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Elizabeth Willis, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
13 déc—13 17 23

Succession de Patrick Kane.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—Division B.—No 37,432 —Attendu que Mary Kane, née Brennan, femme de Patrick Kane, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Patrick Kane, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
6déc—6 10 15 Greffier.

Succession de Charles Smith.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,483—Division B. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Henry Uhrich et W. E. Conner, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

A. V. FLOTTE,
13 déc—13 17 23 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Jugement a été rendu en cette cause dans l'affaire ci-dessus, à savoir :

Mme Henriette Bétre, femme d'Alphonse Marx vs Alphonse Marx, son mari.—No 36,232.

Sur la motion de W. O. Hart, avocat de la demanderesse, qui a produit dûment preuve à l'appui de la pétition de la demanderesse, la loi et les témoignages étant en faveur de cette dernière.

Il est ordonné, jugé et décidé que le jugement par défaut enregistré dans cette affaire le 12 septembre 1892, soit maintenant confirmé et rendu final ; et que cette demanderesse ait jugement en faveur de la demanderesse Mme Henriette Bétre, épouse d'Alphonse Marx, et contre le défendeur Alphonse Marx, déboutant une séparation de biens entre la demanderesse et le défendeur, et qu'elle soit autorisée à faire des affaires comme femme publique, en son propre nom et à son propre profit. Le Juge ordonne aussi leurs dépens.

Jugé et prononcé le 11 novembre 1892.

Jugement signé le 17 novembre 1892.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS Juge.

Par fiat de quoi je délivre ce jugement et le cause de notice Court, en ville de la Nouvelle-Orléans, en 17e jour de novembre de l'an de Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze.

H. MESSONNIER, Député-Greffier.
23 nov—

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente temporaire par le Shérif Civil à la Brasserie Algiers.

William A. Jordan vs Algiers Brewing Company.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans — No 35,169 — Division C —Il sera vendu par le Shérif Civil de cette Paroisse, le Samedi 17 décembre 1892, à 12 heures M., à la Brasserie Algiers, une Brasserie, avec toutes les machines, chaudières, bâtisses, glacière, etc., etc., ensemble avec tous les droits, noms, marques de commerce, etc., etc., appartenant à la dite Brasserie, comme propriété de la Compagnie défenderesse en cette cause.

Conditions—Comptant.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
8 déc—8 15 22 29—3 sem

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif de marchandises sèches, articles de fantaisie, etc.

D. Brunner & Cie vs David Levy.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,440—En vertu d'un ordre de vente daté le 7 décembre 1892, à moi adressé par la Cour Civile de District de cette paroisse, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 26 décembre 1892, à 10:30 heures, A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Au local No 319 rue Decatur.

Le contenu du dit local consistant de marchandises sèches, habillements mâles, articles de fantaisie, etc., ainsi bien que les immeubles.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
13 déc—13 16 20 26

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur améliorée dans le 8ième District.

Marcha Homestead Society vs. Vincent Mikelly.

COUR CIVILE DE DISTRICT, pour la paroisse d'Orléans. — No 37,270.— En vertu d'un ordre de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le MERCREDI, 11 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain morceau de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droite, passages, privilèges, servitudes et appartenances y particulièrement et spécialement quelque sorte en font partie, situé dans le sixième district de cette ville, dans le carré d'Ilet portant le numéro municipal 397 et borné par les rues Soniat, Colisée, Roberts et Chestnut, ledit morceau de terre commence à une distance de soixante-quatre pieds de celle dite rue Soniat et Chestnut, et mesure soixante-quatre pieds de face à icelle Soniat, sur cent quarante pieds de profondeur entre lignes parallèles, mesure anglaise. Le dit morceau de terre se compose du terrain ci-dessus No 3, du terrain numéro No 4 et de la moitié de terrain No 18.

Acquis par le défendeur par achat de la demanderesse, ainsi qu'il appert d'un acte passé pardevant M. T. Devron, notaire, en date de 19 mars 1887, (titre enregistré au bureau des transferts, livre 124, folio 621.)

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAURBERRET,
Shérif civil de la paroisse d'Orléans.
3 déc—3 7 12 15

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE. — COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans. —No 37,479 — Division E — Lebarron vs ses créanciers — Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Frederick Lebarron soit et est par le présent acceptée par la cour et les créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant M. Gernon, Req., notaire, en son bureau No 151 rue Common, en cette ville, le LUNDI, 2 janvier 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,448—Division E.—Lewis Wurmberg vs ses créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Lewis Wurmberg soit et est par le présent acceptée par la cour et bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Samuel Flower, notaire, en son bureau No 41 rue Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 21me jour de Décembre 1892 à 11 heures A. M., afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, nommer un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892

[Signé] GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
7 déc—3f en 21 déc

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du district pour la paroisse d'Orléans—Division E—Succession de Jules Lemann—Ordre de Cour—Le petition ci-dessus prise en considération.—Il est ordonné que la réunion des créanciers du dit Jules Lemann, après avis légal et édital, soit convoquée, et cause pardevant Henry L. Garland, Jr., notaire public, et sous serment, No 12 Carondelet, en cette ville, le MERCREDI, 4 janvier 1893, à 11 heures A. M., pour déposition de preuve, et pour s'enquérir de la validité de leurs réclamations, et que tous procès judiciaires contre la succession soient suspendus.

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1892.

[Signé] FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
29 nov—3 fois 3 janv

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,483—Division D.—Succession de Mme Sarah A. Collins, veuve survivante de Francis P. Walsh, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis P. Walsh, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10déc—10 14 18 Greffier.

Succession de Francis P. Walsh.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,483—Division D. —Attendu que Mme Sarah A. Collins, veuve survivante de Francis P. Walsh, décédé, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Francis P. Walsh, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les causes pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
10déc—10 14 18 Greffier.

Succession de veuve E. P. Soutte.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 21,253—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Louis A. Perrau,